

UNION EUROPÉENNE Le président de la République a répondu indirectement, mardi 30 mai, au ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, à l'occasion

d'un discours sur la défense européenne et la politique étrangère commune. ● M. FISCHER avait appelé les Européens à réfléchir à la forme politique future de l'Union et exposé

sa vision fédéraliste. ● L'AMBITION politique existe dans l'Europe qui se construit aujourd'hui, lui répond Jacques Chirac. Il estime que les progrès futurs découleront de l'émer-

gence d'un sentiment d'appartenance commune et qu'il ne faut pas chercher à imposer une idée abstraite de l'Europe. ● LE PRÉSIDENT de la République a proposé de réunir pro-

chainement un sommet des dirigeants européens et de ceux des pays des Balkans. Il a avancé l'idée de créer une nouvelle force de réaction rapide européenne en Méditerranée.

M. Chirac oppose l'« Europe forte » à la construction « abstraite » de l'Union

Répondant au ministre allemand Joschka Fischer, qui prône d'avancer vers une Europe « fédérale », le président de la République estime « vain de vouloir définir l'Europe politique de manière abstraite ». Celle-ci se construit déjà à travers le besoin partagé d'affirmation sur la scène internationale

IL N'Y A PAS d'un côté les grands projets visionnaires et de l'autre la cuisine, la gestion sans ambition de la vie quotidienne : non, l'Europe telle qu'elle se fait maintenant est un grand projet politique. C'est sur ce mode que Jacques Chirac a répondu, mardi 30 mai, au ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, qui a provoqué récemment quelques remous en exposant avec une verte conviction sa vision fédéraliste de l'avenir de l'Union.

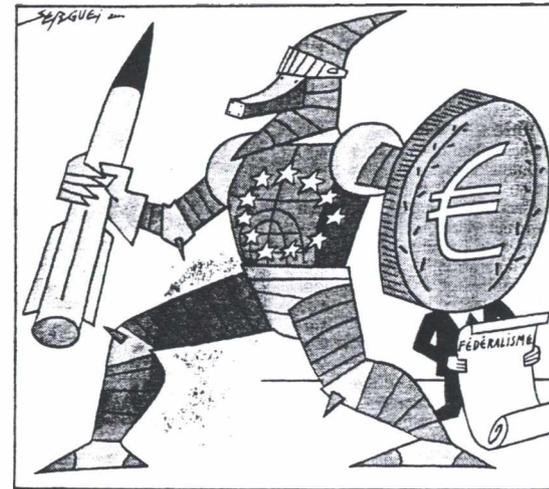
longue date sur un sujet et devant un public assez austère – un exposé sur la défense européenne et la politique étrangère commune, qui ne s'adressait à l'origine qu'aux adeptes de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et à l'Assemblée parlementaire de l'Union européenne occidentale (UEO) – que le président de la République, incarnant ici la très consensuelle « position de la France », a botté en touche mardi.

dateurs », se fait en marchant. « Les chantiers sont multiples », dit M. Chirac, qui cite les domaines économique et social, monétaire, culturel, dans lesquels sont à l'œuvre des ambitions européennes. « Une réflexion globale s'impose », convient-il, ajoutant qu'elle est menée « activement, notamment avec nos amis allemands » ; mais, dans l'esprit du chef de l'Etat, elle n'a manifestement pas à déboucher maintenant sur un schéma final qui diviserait les pays membres et les opinions publiques en leur sein.

Le président pouvait trouver dans le sujet du jour – l'Europe sur la scène internationale – un bel outil de démonstration. « Europe puissance ? Europe politique ? Au-delà de la formule, dit-il, il s'agit de répondre à une nécessité : jouer un rôle majeur pour la paix dans le monde. » Il s'agit en premier lieu, pour le chef de l'Etat, de veiller à préserver une légitimité supérieure à tout rapport de forces : celle du droit, celle de l'ONU. Il s'agit pour l'Europe de s'affirmer, ce qui ne signifie « pas nécessairement » de s'opposer aux Américains, mais « définir ses propres objectifs, conduire sa propre politique, les exprimer haut et fort et mettre en œuvre tous les moyens pour les atteindre ».

« L'ATAVISME DES HAINES »

Le président de la République cite longuement l'exemple des Balkans, où le rôle spécifique de l'Europe lui paraît évident. Elle est, dit-il, « la seule à pouvoir apporter à cette région le cadre de paix et de stabilité qui lui fait défaut ». Il prend appui sur la Macédoine, sur le Monténégro et surtout sur la Croatie, dont il vient de recevoir à Paris le nouveau pré-



sident, Stipe Mesic, pour espérer que des évolutions positives auront raison de « l'atavisme des haines ». Et, afin de « relancer une dynamique en panne », il propose de réunir, sous la présidence française de l'UE, un sommet entre les Quinze et les pays de l'ex-Yougoslavie – moins la Serbie, cela va sans dire.

S'affirmer, c'est aussi contester le projet américain de défense antimissile dont Jacques Chirac se réjouit. Il ne concerne pas seulement Washington et Moscou, qu'il rompt « des équilibres stratégiques difficilement acquis » et aurait pour effet de relancer la course aux armements dans le monde. S'affirmer, c'est enfin poursuivre ce qui a été engagé avec succès dans le domaine de la défense commune (voir ci-contre). « La France, déclare-t-il, s'attachera,

pendant sa présidence, à mettre au point l'objectif qui permettra à l'Union européenne de déployer 60 000 hommes sur un théâtre extérieur. » Le président convient que « cela suppose que chaque pays fasse les efforts de défense nécessaires ». Sur le plan logistique – en particulier les moyens de transport aériens capables de « projeter » les forces européennes vers des zones de crise –, il « salue » le choix des Britanniques en faveur de l'Airbus A 400M, mais ne peut à ce stade que « souhaiter que nos amis allemands annoncent prochainement » une semblable décision.

INTERROGATIONS EXISTENTIELLES

Si demeurent certaines incertitudes, le domaine de la défense est aujourd'hui un bel exemple d'intégration en marche, moins conflictuel que ne le fut, il y a quelques

années, celui de la monnaie unique. Jacques Chirac ne pouvait donc pas rater l'occasion de ce discours devant des spécialistes pour démontrer que l'ambition européenne existe, qu'elle ne porte pas atteinte à l'idée de nation, et que les interrogations existentielles de Joschka Fischer n'ont pas lieu d'être, ni les inquiétudes qu'elles éveillent.

La défense n'est cependant pas tout et M. Chirac aura à s'exprimer plus largement sur l'Europe, notamment le 27 juin, lorsqu'il s'adressera au Bundestag. D'ici là, les ruades du ministre allemand auront peut-être été oubliées. Le chancelier Gerhard Schröder s'est lui-même montré « très réservé » sur le sujet, indique-t-on dans l'entourage du chef de l'Etat, « aucun gouvernement en Europe n'est prêt aujourd'hui à faire le grand saut ». Le système des « coopérations renforcées », vanté mardi par Jacques Chirac comme le moyen pour « les plus audacieux » d'avancer dans des champs circonscrits comme la défense, devrait permettre d'éviter la question de la fin de l'Histoire européenne (à l'allemande ou pas).

L'urgence, pour la présidence française, sera de faire aboutir la réforme d'une machine institutionnelle potentiellement paralysée par l'arrivée prochaine de nouveaux pays membres, afin qu'elle puisse continuer d'avancer. C'est déjà très compliqué. Et c'est la raison pour laquelle ceux qui, comme Hubert Védrine, tentent encore il y a quelques mois de « lancer le débat » sur cette grande inconnue qu'est l'avenir de l'Europe, estiment que l'« ami Fischer » aurait pu attendre un autre moment.

Une force de réaction rapide en Europe du Sud

M. Chirac estime qu'« il y a place pour la constitution d'une nouvelle force de réaction rapide européenne destinée à intervenir dans l'espace du nord de la Méditerranée ». Cette force pourrait être bâtie sur le modèle de l'actuel Eurocorps, dont l'état-major est aujourd'hui engagé au Kosovo et qui, en 2003, doit donner naissance, au profit de l'Union européenne, à une force de réaction rapide de 60 000 hommes. Le projet de force vouée au théâtre sud-européen devrait être conçu à partir de deux composantes militaires multinationales existantes : la force maritime européenne (Euromarfor), créée en 1995, et la force terrestre européenne (Eurofor), instaurée en 1996. Celles-ci, compétentes pour agir dans les missions humanitaires, l'évacuation de ressortissants, la gestion des crises et les opérations de maintien de la paix, réunissent l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal. A ce « partenariat sud-européen », la Grèce est éventuellement candidate.

Le chef de l'Etat n'entendait pas entrer dans un débat sur la forme finale des institutions européennes, que l'ensemble des dirigeants français – à la veille d'assumer collectivement la présidence de l'Union pour six mois – résistent comme un seul homme, parce que « c'est un débat qui divise ». Mais on ne peut pas non plus faire comme si on n'avait pas entendu Joschka Fischer, ni perçu la fraîche innocence avec laquelle il met les pieds dans le plat. C'est donc dans un discours prévu de

Non, M. Fischer n'entraînera pas les foules – ni leurs dirigeants – dans une irréconciliable polémique entre fédéralistes et souverainistes. Non, il n'y a pas lieu de déclencher la guerre maintenant, en pensant à la place de ceux qui, dans trente ans, auront l'âge de penser, pas lieu de les enfermer dans un cadre, ni de s'enfermer aujourd'hui dans le carcan d'une doctrine. L'Europe, sont en train de nous dire en substance les dirigeants français, comme avant eux d'ailleurs bien des « Pères fon-

Bill Clinton entame une tournée européenne centrée sur les relations commerciales et la défense

Après un sommet Etats-Unis-UE à Lisbonne, le président américain se rendra à Berlin et à Moscou

Le président américain a commencé, mardi 30 mai, une visite en Europe qui le mènera d'abord à Lisbonne, pour un sommet avec l'Union européenne. Il doit ensuite se rendre en Allemagne et en Russie. Les questions commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis seront au centre des discussions, mais aussi les questions de défense, en particulier le projet de « bouclier antimissile » et de révision du traité ABM.

WASHINGTON

de notre correspondant

Bill Clinton a entamé cette semaine ce qui devrait être son dernier voyage officiel dans le Vieux Continent. Le président américain arrivait, mardi 30 mai, à Lisbonne, où il participera mercredi à un sommet Union européenne-Etats-Unis. Il se rendra ensuite, jeudi, en visite à Berlin, où il participera également à une conférence sur la « troisième voie », puis, samedi, à Moscou, où il rencontrera, pour la première fois depuis son élection, le nouveau président russe, Vladimir Poutine, et enfin, en Ukraine. Il rentrera à Washington le 5 juin. Il sera beaucoup question, tout au long de cette tournée, de relations commerciales, mais aussi de défense.

C'est ce moment qu'a choisi le candidat présidentiel républicain, George W. Bush, pour tenter d'imposer sa marque sur la politique de sécurité américaine, affaiblir la position de M. Clinton et placer en porte

à faux le candidat démocrate, le vice-président Al Gore, par des propositions inattendues, le 23 mai, devant le National Press Club de Washington. Le débat porte surtout sur la mise en place d'un système de défense antimissile — National Missile Defence, ou NMD — et sur les relations entre Washington et les pays européens et asiatiques, en premier lieu les puissances nucléaires.

MISSILES SOL-AIR EN ALASKA

Dimanche 28 mai, le secrétaire à la défense, William S. Cohen — ancien sénateur républicain modéré — a offert à M. Bush un briefing avec les chefs d'état-major, destiné à le mettre au fait des réalités. Il a apporté sa caution au projet limité de « bouclier antimissile » du président Clinton, dont ce dernier doit s'entretenir tant à Lisbonne qu'à Moscou avec des interlocuteurs plutôt hostiles. Ce projet prévoit l'installation de cent missiles sol-air en Alaska, chargés de protéger les Etats-Unis

contre la menace nucléaire chimique ou balistique que feraient peser « quelques Etats parias » (« Rogue States ») tels la Corée du Nord, l'Irak ou l'Iran ; le tout pour un coût de 60 milliards de dollars (64,5 milliards d'euros).

Bill Clinton comptait sur cette initiative comme contre-feu aux propositions maximalistes de l'opposition républicaine. M. Gore se croyait protégé contre l'intrusion du débat électoral dans le domaine de la sécurité. Mais, avec ses propositions sortant des sentiers battus, M. Bush a retourné la situation à son avantage. Pour le challenger républicain, il s'agit au moins autant d'un débat d'idées sur la défense américaine que d'affirmer son leadership et sa capacité à gouverner face à un Al Gore dont la campagne marque le pas.

Qu'a proposé celui que les Américains appellent « W » ? Un système beaucoup plus sophistiqué et coûteux, qui fait penser à celui de la « guerre des étoiles » de Ronald Reagan. Surtout, M. Bush, appuyé par le général Colin Powell, a remis en question le concept d'équilibre de la terreur, pierre angulaire depuis des décennies de la doctrine stratégique. Il a suggéré que ce bouclier défensif contre les « Etats parias » puisse être, plus tard, partagé avec les alliés, voire avec la Russie ou la Chine. Il a estimé que l'on pouvait aller plus loin dans la destruction de têtes nucléaires sans remettre en cause la supériorité militaire et la sécurité des Etats-Unis, et que ceux-ci pouvaient agir de manière unilatérale. Jugeant obsolètes et trop lourds les accords internationaux de contrôle des armements, comme le traité russo-américain ABM de 1972 et les accords Start, il est favorable à ce que sa conseillère en politique étrangère, Condoleezza Rice, appelle « des mesures unilatérales réciproques », par lesquelles les puissances nucléaires réduiraient

parallèlement leurs arsenaux.

Il a justifié ce pavé dans la mare par le fait que les choses avaient changé depuis la chute du mur de Berlin : « La logique de la guerre froide qui a conduit au stockage massif [d'armes nucléaires] des deux côtés est dépassée. Notre sécurité mutuelle ne dépend plus de l'équilibre de la terreur. » Désormais, la qualité doit l'emporter sur la quantité et, pour reprendre les termes de l'ancien secrétaire d'Etat de Reagan, George Schultz, « il est plus que temps d'avoir de nouvelles idées sur la structure de notre capacité nucléaire à la lumière du monde dans lequel nous vivons désormais ». Ces nouvelles idées n'enchantent guère un establishment militaire plutôt conservateur. Elles ont suscité une vive réaction d'Al Gore, partisan d'un statu quo amélioré. Qualifiant les propos de son rival « d'extrêmement irréalistes », il l'a accusé de risquer de relancer la course aux armements.

Le traité ABM, a-t-il dit, « est la pierre angulaire de la stabilité stratégique dans nos relations avec la Russie ». Les chances d'une avancée dans ce domaine lors du sommet Clinton-Poutine risquent d'être encore réduites par l'initiative de M. Bush. Moscou reste hostile à toute renégociation du traité, telle que la souhaite Bill Clinton. Et il est loin d'être sûr que les assurances américaines sur le fait que celui-ci n'est pas dirigé contre l'arsenal nucléaire russe — ni chinois — convaincront le Kremlin. Quant aux Quinze, ils craignent que le débat sur le bouclier antimissile n'aboutisse à une remise en cause de la solidarité atlantique et à un découpage entre Américains et Européens (Le Monde du 26 mai). Dans ces conditions, les assurances d'un Bill Clinton en fin de mandat risquent fort de manquer de persuasion.

Patrice de Beer